

Appel solennel des Maires de l'Indre

2 juin 2014

Depuis plusieurs mois, l'avenir des territoires locaux s'assombrit.

Pour la première fois depuis les lois de décentralisation, **l'Etat vient d'enclencher la plus grande régression institutionnelle jamais réalisée en France**. Elle vise à concentrer les pouvoirs aux mains de quelques uns et à éloigner les décisions de nos concitoyens. Ce n'est pas une modernisation, c'est un retour au passé.

Les Maires et les Conseillers généraux de l'Indre réunis ce jour dénoncent solennellement la **campagne mensongère** menée au plus haut niveau pour faire croire à nos concitoyens qu'ils gagneraient ... à perdre leurs services publics locaux !

Ne nous trompons pas de combat. Il ne s'agit pas de défendre nos prérogatives. Les Conseils municipaux sont pour l'essentiel bénévoles et 80 % des élus ne perçoivent aucune indemnité.

Il s'agit de défendre la vie locale qui est, aujourd'hui, gravement menacée.

Au milieu des annonces contradictoires et des allers-retours permanents - qui ont, eux, déjà énormément coûté aux contribuables - que voyons nous se dessiner ? La suppression des Départements. La fusion autoritaire des Communes et des Communautés de Communes

Les conséquences seront immédiates et dramatiques :

- **Les zones rurales** verront disparaître inéluctablement les services que seules les collectivités locales pouvaient maintenir.
- **L'aide sociale** organisée, aujourd'hui, au plus près des familles et des personnes sera transférée vers l'administration de l'Etat ou celle des très grandes régions.
- **Les subventions** versées au monde associatif seront supprimées. Il serait naïf de penser qu'en transférant ces politiques à la Région, l'Etat transfèrera aussi les enveloppes budgétaires alors qu'il cherche à combler ses déficits.
- **Les investissements** sur les routes, les collèges, les projets d'aménagement seront décidés à des centaines de kilomètres. La priorité sera donc donnée aux projets les plus importants liés aux métropoles.
- **Des milliers d'agents publics** seront transférés d'une administration à l'autre quand ils ne seront pas obligés de quitter leurs villes ou leurs communes de rattachement creusant un peu plus le taux de chômage local.

Ce projet c'est la mort de nos territoires !

- Réunis ce 2 juin 2014, les Maires et les Conseillers généraux de l'Indre lancent **un appel à la mobilisation**. Mobilisation des forces vives du département : associations, représentants du monde économique, social, de la santé et organismes professionnels. Ils lancent aussi un appel à la mobilisation de tous les habitants de l'Indre.
- Les Maires et les Conseillers généraux sont **déterminés à se battre pour que leurs territoires ne soient pas, demain, aux périphéries de la République**.
- Les Maires et les Conseillers généraux affirment qu'il est contre-productif de supprimer ce qui marche et offre **le meilleur rapport qualité de service/coût pour le contribuable**.
- Ils ne supportent plus d'être les boucs émissaires d'un Etat qui n'a jamais su se réformer, n'a cessé d'augmenter la fiscalité et fait aujourd'hui porter ses responsabilités sur les collectivités locales.

Les Maires et les Conseillers généraux de l'Indre réunis en Assemblée Générale resteront mobilisés tant que la voix des territoires n'aura pas été entendue.